



PORTUGAL

Mars 2001

INSTITUTIONS ET POLITIQUE ENERGETIQUE

Le **Ministère de l'Industrie et de l'Energie**, par sa *Direction Générale de l'Energie*, est en charge de la politique énergétique et de la tutelle du secteur électrique. L'AGEN (ex **CCE, Centro para a Conservação de l'Energie**) est l'agence nationale responsable de la mise en oeuvre des programmes de maîtrise de l'énergie.

Le Portugal poursuit sa politique de réduction de l'endettement qui l'entraîne à continuer la privatisation des entreprises publiques avec, dans le cas du secteur énergétique, le souci de maintenir un pouvoir de contrôle en conservant un minimum de 10 % du capital des sociétés énergétiques privatisées.

La politique énergétique du Portugal s'organise autour de trois grands axes : la diversification des formes d'énergie, et particulièrement l'introduction du gaz naturel ; le développement des énergies renouvelables locales ; enfin, l'amélioration de l'efficacité énergétique, programme Energie (Programma Energia) s'étalant sur la période 1994-1999 et qui a bénéficié du support du fonds régional FEDER de la Commission Européenne. En 1998, une réglementation sur la climatisation des bâtiments est entrée en vigueur.

ERSE, Entidad Regulatore de Sector Electrico, est l'organisme de régulation du secteur électrique.

Le Portugal s'est engagé dans une ouverture de son marché électrique plus rapide que prévu par la Directive Européenne. Ainsi, en 1998, tous les consommateurs industriels consommant plus de 100 GWh/an, soit 15 % environ de la consommation, étaient libres d'acheter leur électricité au fournisseur de leur choix. En 1999, la libéralisation a été portée à 25 % de la consommation.

ERSE a édicté en 1998 un nouveau code de tarifs électriques pour la période 1999-2001 visant à abaisser les tarifs électriques au niveau de la moyenne de l'UE. Pour 1999, les nouveaux tarifs entraînent une baisse de 6,4 % en moyenne : 10 % pour les clients industriels et 4,7 % pour les clients domestiques ; une nouvelle baisse de 2 % est prévue en 2001.

Le marché du gaz n'est pas ouvert ; le Portugal bénéficie d'une dérogation (article 26 de la Directive Gaz).

LES ENTREPRISES

Electricité : EDP (Electricidade de Portugal) est la compagnie électrique publique. Elle produit actuellement 80 % de l'électricité. En 1994, la compagnie a été restructurée par séparation d'activités en un

groupe de 9 filiales, coiffées par la société holding EDP. Le groupe EDP comprend une division production (CPPE, Compagnie Portugaise de Production d'Electricité), une société de transport à haute tension (REN, Rede Electrica National, société gestionnaire du Réseau Public), 4 compagnies régionales de production et des sociétés de service spécialisées. L'Etat a vendu 69,2 % du capital d'EDP en 4 fois, dont 3 ventes publiques (30 % en juin 1997, 14,5 % en juin 1998 et 20 % en octobre 2000) et un accord stratégique avec cession de 4,2 % des actions à Iberdrola.

La libéralisation du secteur électrique a entraîné le développement de la production indépendante, notamment avec la centrale charbon de Pego de 600 MW, de Tejo Energia (National Power 45 %, Endesa 35 %, EDF 10 % et EDP 10 %) et la centrale à gaz à cycle combiné de Tapada do Outeiro mise en service en septembre 1998 (955 MW). Cette centrale est gérée par la société privée Turbogas avec laquelle EDP a un contrat d'achat. RWE possède la compagnie à 75 % depuis le rachat de la participation de 49,9 % de Power Gen en janvier 2001 ; les autres actionnaires sont : Siemens (10 %), EDP (10 %) et Koch Transporttechnik (5 %).

ˆ **Pétrole, gaz** : Petrogal, la plus importante compagnie pétrolière du pays a été en partie privatisée en 1992, avec la vente de 45 % de son capital à Petrocontrol, regroupement d'actionnaires privés portugais. Petrogal possède le monopole du raffinage, de l'importation de pétrole brut et détient 50 % environ du marché des produits pétroliers.

GDP, société publique, est une holding responsable de l'approvisionnement et de la distribution du gaz au Portugal. Elle détient 34,9 % de **Transgas** (EDP 30 %, CDG,

Caixa Geral de Depositos 25 %), l'opérateur du réseau gazier portugais en charge de la partie portugaise du gazoduc Maghreb-Europe. GDP détient 100 % de Lisboagas, la compagnie qui produit et distribue le gaz de ville dans la région de Lisbonne. GDP est aussi présent dans d'autres compagnies régionales de distribution : Portgas (GDP 26,5 %), Setgas (GDP 33 %) ...

Le gouvernement a regroupé ses participations dans les compagnies pétrolières et gazières Petrogal, Gas de Portugal et Transgas dans une holding, **Galp SGPS**. L'Etat détenait au moment de la création de Galp 49,8 % des actions ; les autres actionnaires étant Petrocontrol 33,3 %, Caixa General 13,5 % (banque publique) et EdP (3,3 %). Le gouvernement a vendu en 2000 15 % du capital de Galp à l'ENI (11 %) et Iberdrola, (4 %). Parallèlement, l'ENI a acquit 22,34 % de la participation de la holding Petrocontrol. ENI contrôle donc 33,34 % du capital de Galp. Petrocontrol doit vendre ses actions restantes, soit 11 % à EdP. L'Etat portugais a désormais une participation de 34,8 % dans Galp. Une vente publique d'une partie du capital est prévue en 2001. EdP contrôle quant à lui 14,3 % du capital.

L'APPROVISIONNEMENT

ˆ **Ressources** : Le Portugal ne dispose pas de ressources d'hydrocarbures. Les ressources en charbon (de faible qualité) sont de 36 Mt. Le Portugal dispose d'un fort potentiel hydroélectrique dont seulement la moitié est exploitée. Le potentiel éolien et solaire est relativement important.

ˆ **Electricité** : La capacité installée est de 10 500 MW. A côté d'EDP (7 500 MW), la capacité publique installée compte 2 grosses centrales : la centrale charbon de Tejero (650 MW) et la centrale à gaz à

cycle combiné de Tapada do Outeiro (955 MW, mise en service entre septembre 1998 et septembre 1999); cette dernière est alimentée en gaz naturel importé d'Algérie par le gazoduc Maghreb-Europe et par du GNL importé du Nigeria. Une incitation à l'autoproduction est également engagée depuis 1990 qui s'est traduite par une augmentation de la capacité installée des autoproducteurs (800 MW soit +5 %/an depuis 1990). La part de la capacité hydraulique (43 %) est en constante régression.

La production est de 43 TWh, dont 80 % d'origine thermique. La part du charbon a connu une progression particulièrement forte puisqu'elle est passée de 2 % en 1980 à environ 35 % actuellement. En 1998, les autoproducteurs ont représenté 6 % de l'approvisionnement électrique du pays, les producteurs indépendants 12 % (Tejo 8 %; Tapada do Outeiro 4 %), EDF 81 % et les importations 1 %.

Le Portugal a importé de l'électricité jusqu'en 1998 (2,9 TWh en 1997 et 0,4 TWh en 1998) et a signé en 1994 un contrat avec EDF et l'Espagne pour la mise à disposition de 300 MW pour une période de 5 ans.

ˆ **Pétrole** : Le Portugal ne produit pas de pétrole. Afin de relancer l'exploration (4 forages en 15 ans), la législation a été assouplie depuis 1994, sans résultats pour l'instant. Disposant d'une capacité de raffinage de 0,3 Mb/j répartie en deux raffineries, l'approvisionnement se fait essentiellement en pétrole brut (80 % des importations).

ˆ **Charbon** : La production très faible (2 Mt jusqu'en 1994), a pratiquement cessé en 1995. Ce charbon de faible qualité, largement subventionné, était extrait de deux mines. Le gouvernement a pris la

décision de fermer en 1994 la mine de Pejoal, réduisant de ce fait la capacité de production à 20 kt/an. La couverture des besoins en charbon (3,8 Mtep en 1999), est entièrement assurée par des importations. L'ouverture en 1992 du terminal portuaire de Sines d'une capacité de 10 Mt/an a facilité le développement des importations.

ˆ **Gaz naturel** : La mise en service en janvier 1997 du raccordement au gazoduc Maghreb-Europe alimenté en gaz algérien a permis l'arrivée du gaz naturel dans le pays. La capacité initiale du gazoduc est de 10 Gm³ pour un coût total de 2,6 milliards US\$ (dont 13 % supportés par Transgas). Une dérivation de 270 km amène le gaz depuis Cordoue (Espagne) jusqu'à la frontière portugaise à Campo Maior.

Le Portugal dispose actuellement de 2 gazoducs : l'un relie d'est en ouest Leiria à Campo Maior à la frontière espagnole (220 km) où il est raccordé au gazoduc Maghreb-Europe, l'autre relie Braja et Setubal (379 km) du nord au sud.

En 1999, le Portugal a importé 2,2 Gm³ de gaz. Le principal consommateur de gaz est la centrale de Tapada do Outeiro avec plus de 50 % de la consommation.

Le Portugal dispose d'un volume de gaz en provenance d'Algérie de 2,5 Gm³/an, et ce jusqu'en 2019. Transgas a également contracté avec le Nigeria pour un volume annuel de 0,35 Gm³ de GNL. Le gaz est réceptionné au terminal d'Huelva en Espagne. La première livraison est intervenue en janvier 2000.

LES PRIX

Les prix des produits pétroliers ont été en partie libérés mais restent soumis à un

plafond fixé par le gouvernement. Jusqu'en 1995, les compagnies de distribution s'alignaient systématiquement sur ce plafond. Depuis, avec l'arrivée de nouveaux distributeurs, la concurrence dans certaines régions est plus vive et a conduit à une baisse des prix au niveau national en dessous du plafond gouvernemental. Le prix de l'essence super sans plomb est de 0,8 US\$/l, celui du diesel de 0,6 US\$ (2000).

Le prix du gaz de ville est fixé par le Secrétariat d'Etat à l'Energie et le Secrétariat d'Etat au Commerce.

La tarification de l'électricité est de type binôme. En termes réels, les prix de l'électricité ont baissé depuis 1990 de 2,5 %/an pour le secteur domestique et de 6%/an pour les consommateurs industriels. Le prix de l'électricité est de 6,8 US cents/kWh pour les clients industriels et de 12 US cents/kWh pour le résidentiel (2000).

LA CONSOMMATION

La consommation par habitant est plus faible que la moyenne de l'U.E. (2,3 contre 3,5 tep) mais progresse rapidement (plus de 4 %/an depuis 1990) ; la consommation d'électricité atteint environ 3 700 kWh/habitant (2 400 kWh en 1990).

La consommation totale d'énergie est en progression régulière (6 %/an en moyenne depuis 1994). Le pétrole couvre 72 % des besoins, suivi du charbon avec 17 % et du gaz avec 8 %.

Dans la consommation finale d'énergie, le pétrole est l'énergie dominante (76 %) : sa part est stable. La part de l'électricité est de 18 %. Le charbon et le gaz jouent un rôle marginal.

Le secteur des transports est le premier secteur consommateur d'énergie (35 %) en progression constante (32 % en 1990). Il est suivi du secteur industriel (30 %), et du secteur résidentiel tertiaire (21 %).

L'industrie est le plus gros consommateur d'électricité avec 43 %. Les transports sont pour leur part au premier rang des consommateurs de produits pétroliers (36 %).

ENJEUX ET PERSPECTIVES

Selon les prévisions de l'AIE, la consommation d'électricité devrait progresser de 2,3 %/an entre 2000 et 2010, et la production atteindre 54 TWh. Le gaz devrait contribuer pour 21 % aux besoins du pays avec 6,5 Gm³ en 2010 ; les 2/3 du gaz étant consommés pour la production d'électricité. La consommation de pétrole devrait être stable ; la consommation de charbon devrait légèrement progresser.

Pour développer le marché du gaz naturel, GDP a investi entre 1997 et 2000 1,2 G ? dans les infrastructures de distribution. Le réseau, qui atteignait 8 000 km en 2000 (385 000 ménages raccordés), devrait couvrir 8 000 km en 2005 et 10 000 km en 2010 (1 M d'utilisateurs prévus en 2005).

Transgas Atlantico, filiale de Gas de Portugal (GDP 49 %) et Transgas, a confié en novembre 2000 à Tractebel un contrat pour construire un terminal de GNL à Sinès près de Lisbonne (mise en service fin 2003).